

No. 45359*

**Federal Republic of Germany
and
Luxembourg**

Treaty between the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg on the demarcation of the border between the two States (with annexes and exchange of letters). Luxembourg, 19 December 1984

Entry into force: *1 September 1988 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 13*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 1 October 2008*

**République fédérale d'Allemagne
et
Luxembourg**

Traité entre la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg sur le tracé de la frontière commune entre les deux États (avec annexes et échange de lettres). Luxembourg, 19 décembre 1984

Entrée en vigueur : *1^{er} septembre 1988 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 13*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 1^{er} octobre 2008*

* This Treaty, originally part of volume 2543, was not published for technical reasons. – Ce Traité, qui faisait initialement partie du volume 2543, n'avait pas été publié pour des raisons techniques.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**TRAITE
ENTRE
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
ET
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
SUR LE TRACE DE LA FRONTIERE COMMUNE ENTRE LES DEUX ETATS**

Le Président de la République fédérale d'Allemagne,

et

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg ,

Désireux d'approfondir davantage les relations de coopération
amicale entre les deux Etats,

Ayant l'intention de régler les questions se rapportant au tracé de
la frontière d'Etat commune sur la base de l'Acte final du Congrès
de Vienne du 9 juin 1815 et des traités conclus le 31 mai 1815 à
Vienne, le 26 juin 1816 à Aix-la-Chapelle ainsi que le 7 octobre
1816 à Clèves entre le Royaume de Prusse et le Royaume des Pays-Bas
en tenant compte du rôle des cours d'eau dans la formation de la
frontière,

Convaincus que le territoire commun sous souveraineté commune des
deux Etats sera aussi pour l'avenir l'expression visible de l'esprit
de bon voisinage et de la coopération européenne,

Sont convenus de conclure à ce sujet un traité et ont désigné comme
leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République fédérale d'Allemagne:

Monsieur Günter Knackstedt, Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne au
Grand-Duché de Luxembourg,

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg:

Monsieur Jacques F. Poos, Ministre des Affaires Etrangères,
du Commerce Extérieur et de la Coopération,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

- (1) Partout où la Moselle, la Sûre et l'Our forment la frontière d'après le Traité du 26 juin 1816, elles constituent un territoire commun sous souveraineté commune des deux Etats contractants.
- (2) Ce territoire comprend la colonne d'air au-dessus ainsi que le socle terrestre en-dessous de la surface des eaux à l'intérieur de sa délimitation latérale; ce principe vaut aussi pour les ouvrages et installations de toute sorte en surface et en profondeur. Les îles comprises dans ce territoire en font partie.
- (3) La délimitation latérale de ce territoire est la ligne d'intersection de la surface de l'eau avec la surface de la terre telle qu'elle se forme au niveau moyen des eaux s'écoulant librement et, dans les retenues, au niveau hydrodynamique.
Dans le secteur des écluses la délimitation latérale est formée par la ligne de l'eau; là où cette ligne est interrompue par une usine hydroélectrique ou un autre ouvrage, elle est formée par la ligne droite entre les points extrêmes de la délimitation de ce territoire dans les avant-ports amont et aval.
La délimitation latérale de ce territoire suit les changements naturels et graduels des cours de la Moselle, de la Sûre et de l'Our. En cas de changements naturels brusques ou d'aménagements artificiels apportés à la Moselle, à la Sûre et à l'Our, les Etats contractants conviennent d'une nouvelle réglementation sur proposition de la Commission frontalière créée en vertu de l'article 7; jusqu'à l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation le tracé existant de la frontière est maintenu.

- (4) La délimitation latérale actuelle du territoire commun sous souveraineté commune est arrêtée dans le recueil des documents¹ concernant la frontière établi en vertu de l'article 4.

Article 2

- (1) Sur base du recueil des documents concernant la frontière, le territoire situé à gauche du territoire commun sous souveraineté commune de l'Our et de la Sûre ainsi que celui situé à droite du territoire commun sous souveraineté commune de la Moselle appartient au territoire national de la République fédérale d'Allemagne; le territoire situé à droite du territoire commun sous souveraineté commune de l'Our et de la Sûre et celui situé à gauche du territoire commun sous souveraineté commune de la Moselle appartiennent au territoire national du Grand-Duché de Luxembourg.
- (2) Plus particulièrement appartient au territoire national de la République fédérale d'Allemagne la partie de territoire d'une superficie de 3,9632 ha représentée à l'annexe 1² du présent Traité et située à gauche du territoire commun sous souveraineté commune de la Sûre.

Plus particulièrement appartiennent au territoire national du Grand-Duché de Luxembourg les parties de territoire d'une superficie totale de 4,6878 ha représentées aux annexes 2 à 4² du présent Traité et situées à droite du territoire commun sous souveraineté commune de l'Our.

¹ Voir hors-texte dans une pochette à la fin du présent volume.

² Voir à la fin du texte authentique allemand du traité.

Article 3

Partout où la frontière n'est pas formée par la Moselle, la Sûre et l'Our, la ligne de délimitation de la frontière entre la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg est fixée selon le recueil des documents concernant la frontière.

Article 4

- (1) Le recueil des documents concernant la frontière fait partie intégrante du présent Traité; il comprend

la représentation cartographique de la frontière, en 33 feuilles à l'échelle de 1:5000,
le tableau d'assemblage et
le procès-verbal descriptif de la frontière,
les croquis de la frontière ainsi que
le relevé des coordonnées.

- (2) Le recueil des documents concernant la frontière est déposé, pour la République fédérale d'Allemagne auprès de la "Bezirksregierung -Obere Katasterbehörde-" à Trèves et auprès du "Minister der Finanzen -Abteilung Vermessungs-, Karten- und Katasterwesen" à Sarrebruck, pour le Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie à Luxembourg.

Article 5

- (1) Les Etats contractants règlent les questions concernant le droit applicable sur le territoire commun sous souveraineté commune par un arrangement additionnel.

- (2) Les questions de détail relatives à la manière de procéder à l'inscription de ce territoire dans les registres publics des deux Etats contractants sont fixées par un échange de notes faisant partie intégrante du présent Traité.

Article 6

- (1) Les Etats contractants veillent à ce que le tracé de la frontière reste clairement reconnaissable et soit assuré par arpentage et bornage. Ils entretiennent et, le cas échéant, renouvellent les marques nécessaires à cet effet.
- (2) Les Etats contractants contrôlent en commun tous les dix ans les marques et éliminent les défauts constatés. Le premier contrôle en commun est effectué au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 7

Les Etats contractants créent, aux fins de l'accomplissement des tâches concernant le tracé de la frontière et visées par le présent Traité, une Commission frontalière mixte permanente, composée d'un plénipotentiaire de chacun des Etats contractants et dans laquelle chaque Etat contractant peut en outre désigner jusqu'à cinq autres délégués. La commission frontalière arrête elle-même son règlement intérieur.

Article 8

- (1) Pour le cas où un Etat contractant entend procéder soit sur le territoire sous souveraineté commune, soit sur les rives de la Moselle, de la Sûre et de l'Our, à des mesures qui exigent l'accord de l'autre Etat contractant, il s'accorde avec celui-ci en temps utile. Ceci vaut également pour le cas où un Etat contractant entend prendre sur son territoire sous souveraineté exclusive des mesures

portant sur des installations qu'un des Etats contractants est tenu d'exploiter, d'entretenir ou de renouveler en vertu de conventions internationales, ou exécutées sur l'aire de telles installations. Les autorités compétentes respectives des Etats contractants s'accordent à ce sujet.

- (2) Les marchandises provenant de la libre pratique d'un Etat contractant qui, dans le cadre de mesures d'exploitation, d'entretien et de renouvellement prises par les administrations publiques, sont utilisées sur la rive opposée de la Moselle, de la Sûre et de l'Our, ne sont considérées ni comme exportées, ni comme importées dans l'autre Etat contractant.

Article 9

- (1) Le personnel des deux Etats contractants chargé de travaux d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages et installations établis sur la Moselle, la Sûre et l'Our ou y occupé en vertu de prescriptions nationales relatives à la Moselle, à la Sûre et à l'Our ainsi que toutes personnes chargées de telles missions, sont autorisés, dans l'accomplissement de leur mission, à pénétrer, même en dehors des passages de frontière autorisés, sur le territoire de l'autre Etat contractant et à y séjourner, sans avoir besoin de l'autorisation de séjour éventuellement requise par la loi de cet Etat. Il en est de même pour les membres de la Commission frontalière prévue à l'article 7 et de leur personnel auxiliaire, des employés chargés de tâches prévues à l'article 6 ainsi que des agents publics des deux Etats contractants chargés de la surveillance de la frontière.
- (2) Les propriétaires et autres ayants droit d'un fonds sont tenus à tolérer les mesures qui s'imposent en vertu de l'article 6. Les personnes chargées des tâches prévues aux articles 6 et 7 sont autorisées, dans l'accomplissement de leurs tâches, à pénétrer sur les fonds et dans les constructions et à y circuler.

Si des dommages se produisent, la victime a droit à une indemnisation.

- (3) Les détails sont réglés par un échange de notes faisant partie intégrante du présent Traité.

Article 10

- (1) Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Traité, dans la mesure où ils ne peuvent pas être réglés dans le cadre de la Commission frontalière, sont vidés par les Etats contractants par voie de négociation.
- (2) Si un différend ne peut pas être vidé de cette manière, il est soumis, à la demande d'un des deux Etats contractants, à un tribunal d'arbitrage. Les détails sont réglés par un échange de notes qui fait partie intégrante du présent Traité.

Article 11

Par l'entrée en vigueur du présent Traité, les dispositions contraires de conventions et arrangements antérieurs concernant la frontière commune entre les deux Etats contractants sont abrogées.

Article 12

Le présent Traité s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 13

- (1) Le présent Traité sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Bonn.

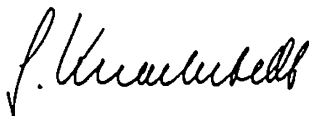
- (2) Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Luxembourg, le *19 décembre 1944*

en deux originaux, en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour la République
fédérale d'Allemagne,



Pour le
Grand-Duché de Luxembourg,



[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

VERTRAG
ZWISCHEN DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND
UND DEM
GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG
ÜBER DEN VERLAUF DER GEMEINSAMEN
STAATSGRENZE

Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland

und

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Luxemburg -

in dem Wunsch, die freundschaftliche Zusammenarbeit zwischen beiden Staaten weiter zu vertiefen,

in der Absicht, Fragen des Verlaufs der gemeinsamen Staatsgrenze auf der Grundlage der Wiener Schlußakte vom 9. Juni 1815 und der am 31. Mai 1815 in Wien, am 26. Juni 1816 in Aachen sowie am 7. Oktober 1816 in Kleve geschlossenen Verträge zwischen dem Königreich Preußen und dem Königreich der Niederlande unter Berücksichtigung der grenzbildenden Eigenschaft der Grenzflüsse zu regeln,

in der Überzeugung, daß das gemeinschaftliche Hoheitsgebiet beider Staaten dem Geist gutnachbarlicher Beziehungen sowie der europäischen Zusammenarbeit auch künftig sichtbar Ausdruck verleihen wird -

sind übereingekommen, einen Vertrag hierüber zu schließen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland:

Herrn Dr. Günter Knackstedt
a.o. und bev. Botschafter

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Luxemburg:

Herrn Jaques F. Poos,
Minister für Auswärtiges, Außenhandel und Zusammenarbeit

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben:

Artikel 1

- (1) Wo Mosel, Sauer und Our nach dem Vertrag vom 26. Juni 1816 die Grenze bilden, sind sie gemeinschaftliches Hoheitsgebiet beider Vertragsstaaten.
- (2) Das gemeinschaftliche Hoheitsgebiet umfaßt die Luftsäule oberhalb sowie den Erdssockel unterhalb der Wasserfläche innerhalb seiner seitlichen Begrenzung; dies gilt auch bei oberirdischen und unterirdischen Bauwerken und Anlagen jeder Art. Inseln im gemeinschaftlichen Hoheitsgebiet gehören zu diesem Gebiet.
- (3) Die seitliche Begrenzung des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets ist die Schnittlinie der Wasseroberfläche mit der Landoberfläche, die sich bei Mittelwasserstand frei fließend, in Staubereichen durch den hydrodynamischen Stauspiegel bildet.

Die seitliche Begrenzung in Schleusenbereichen ist die Wasserlinie, im Bereich von Kraftwerksanlagen und sonstigen Bauwerken die kürzeste Verbindung zwischen den Endpunkten der Begrenzung des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets im Oberwasser sowie im Unterwasser.

Die seitliche Begrenzung des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets folgt den natürlichen allmählichen Veränderungen von Mosel, Sauer und Our. Bei natürlichen plötzlichen sowie bei künstlichen Veränderungen von Mosel, Sauer und Our vereinbaren die Vertragsstaaten auf Vorschlag der Grenzkommission gemäß Artikel 7 eine entsprechende Neuregelung; bis zum Inkrafttreten dieser Neuregelung gilt der bisherige Grenzverlauf.

- (4) Die derzeitige seitliche Begrenzung des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets wird in dem Grenzurkundenwerk¹ gemäß Artikel 4 dargestellt.

Artikel 2

- (1) Nach Maßgabe des Grenzurkundenwerks gehören die links des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets von Our und Sauer sowie rechts des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets der Mosel gelegenen Gebiete zum Staatsgebiet der Bundesrepublik Deutschland; die rechts des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets von Our und Sauer und links des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets der Mosel gelegenen Gebiete gehören zum Staatsgebiet des Großherzogtums Luxemburg.
- (2) Insbesondere gehört zum Staatsgebiet der Bundesrepublik Deutschland der in Anlage 1 zu diesem Vertrag dargestellte, links des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets der Sauer gelegene Gebietsteil mit einer Größe von 3,9632 ha.

Insbesondere gehören zum Staatsgebiet des Großherzogtums Luxemburg die in den Anlagen 2 bis 4 zu diesem Vertrag dargestellten, rechts des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets der Our gelegenen Gebietsteile mit einer Größe von insgesamt 4,6878 ha.

Artikel 3

Wo die Grenze nicht durch Mosel, Sauer und Our gebildet wird, bestimmt sich der Verlauf der Staatsgrenze zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Großherzogtum Luxemburg nach dem Grenzurkundenwerk.

¹ See insert in a pocket at the end of this volume -- Voir hors-texte dans une pochette à la fin du présent volume

Artikel 4

- (1) Das Grenzurkundenwerk ist Bestandteil dieses Vertrags; es besteht aus dem Grenzkartenwerk, bestehend aus 33 Blättern im Maßstab 1 : 5.000, einer Übersichtskarte und der Grenzbeschreibung, den zugehörigen Grenzzissen sowie dem Koordinatenverzeichnis.
- (2) Das Grenzurkundenwerk wird für die Bundesrepublik Deutschland bei der Bezirksregierung - Obere Katasterbehörde - in Trier und bei dem Minister der Finanzen - Abteilung Vermessungs-, Karten- und Katasterwesen - in Saarbrücken, für das Großherzogtum Luxemburg bei der Administration du Cadastre et de la Topographie in Luxemburg hinterlegt.

Artikel 5

- (1) Die Vertragsstaaten regeln die Fragen des im gemeinschaftlichen Hoheitsgebiet anzuwendenden Rechts durch eine zusätzliche Vereinbarung.
- (2) Einzelfragen der Behandlung des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets in den öffentlichen Registern beider Vertragsstaaten sind in einem Notenwechsel festgelegt, der Bestandteil dieses Vertrags ist.

Artikel 6

- (1) Die Vertragsstaaten sorgen dafür, daß der Grenzverlauf stets deutlich erkennbar bleibt und durch Vermessung und Vermarkung gesichert wird. Sie werden die zu diesem Zweck notwendigen Kennzeichen instandhalten und erforderlichenfalls erneuern.

- (2) Die Vertragsstaaten werden alle zehn Jahre gemeinsam die Kennzeichen überprüfen und die festgestellten Mängel beheben. Die erste gemeinsame Überprüfung wird spätestens fünf Jahre nach Inkrafttreten dieses Vertrags durchgeführt.

Artikel 7

Die Vertragsstaaten bestellen zur Durchführung der in diesem Vertrag erwähnten Aufgaben hinsichtlich des Grenzverlaufs eine ständige gemischte Grenzkommission, die aus je einem Bevollmächtigten der Vertragsstaaten besteht und in die jeder Vertragsstaat bis zu fünf weitere Delegierte entsenden kann. Die Grenzkommission gibt sich ihre Geschäftsordnung selbst.

Artikel 8

- (1) Beabsichtigt ein Vertragsstaat, im gemeinschaftlichen Hoheitsgebiet oder an den Ufern von Mosel, Sauer und Our Maßnahmen durchzuführen, die der Zustimmung des anderen Vertragsstaats bedürfen, wird er mit diesem rechtzeitig Einvernehmen herstellen. Dies gilt auch, wenn ein Vertragsstaat beabsichtigt, auf seinem ausschließlichen Hoheitsgebiet Maßnahmen an oder im Bereich von Anlagen durchzuführen, die einer der Vertragsstaaten aufgrund zwischenstaatlicher Vereinbarungen zu betreiben, zu unterhalten oder zu erneuern hat. Das Einvernehmen wird zwischen den jeweils zuständigen Behörden der Vertragsstaaten hergestellt.
- (2) Waren aus dem freien Verkehr des einen Vertragsstaats, die in dem gegenüberliegenden Uferbereich von Mosel, Sauer und Our im Rahmen von Betriebs-, Unterhaltungs- und Erneuerungsmaßnahmen der öffentlichen Verwaltungen verwendet werden, gelten nicht als ausgeführt und nicht als in den anderen Vertragsstaat eingeführt.

Artikel 9

- (1) Die mit Betriebs-, Unterhaltungs- und Erneuerungsarbeiten an Anlagen von Mosel, Sauer und Our betrauten oder aufgrund innerstaatlicher Vorschriften, die im Zusammenhang mit Mosel, Sauer und Our stehen, tätigen Bediensteten beider Vertragsstaaten und sonst hiermit beauftragte andere Personen dürfen zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben auch außerhalb der zugelassenen Grenzübergangsstellen in das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats einreisen und sich darin aufhalten, ohne daß sie dafür einer nach dem Recht dieses Staats etwa erforderlichen Aufenthaltserlaubnis bedürfen. Gleiches gilt für die Mitglieder der Grenzkommision gemäß Artikel 7 und deren Hilfskräfte, für Bedienstete, die mit Aufgaben gemäß Artikel 6 betraut sind sowie für die Grenzaufsichtsbeamten beider Vertragsstaaten.

- (2) Die Eigentümer und die sonstigen Inhaber von Rechten an einem Grundstück sind verpflichtet, die gemäß Artikel 6 erforderlichen Maßnahmen zu dulden. Die mit den Aufgaben gemäß den Artikeln 6 und 7 betrauten Personen dürfen Grundstücke und bauliche Anlagen zur Durchführung ihrer Aufgaben betreten und befahren. Entstehen Schäden, hat der Geschädigte Anspruch auf Entschädigung.

- (3) Die Einzelheiten werden in einem Notenwechsel geregelt, der Bestandteil dieses Vertrags ist.

Artikel 10

- (1) Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags werden - soweit sie nicht durch die Grenzkommision beigelegt werden können - durch die Vertragsstaaten im Verhandlungswege ausgeräumt.

- (2) Kann eine Meinungsverschiedenheit auf diese Weise nicht beigelegt werden, so ist sie auf Verlangen eines der beiden Vertragsstaaten einem Schiedsgericht zu unterbreiten. Die Einzelheiten werden in einem Notenwechsel geregelt, der Bestandteil dieses Vertrags ist.

Artikel 11

Mit dem Inkrafttreten dieses Vertrags verlieren die mit ihm in Widerspruch stehenden Bestimmungen älterer Verträge und Vereinbarungen über die gemeinsame Grenze zwischen beiden Vertragsstaaten ihre Gültigkeit.

Artikel 12

Dieser Vertrag gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung des Großherzogtums Luxemburg innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Artikel 13

- (1) Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation. Die Ratifikationsurkunden werden in Bonn ausgetauscht.
- (2) Dieser Vertrag tritt am ersten Tag des zweiten auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Monats in Kraft. Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichner diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen zu Luxemburg, am 19. Dezember 1984

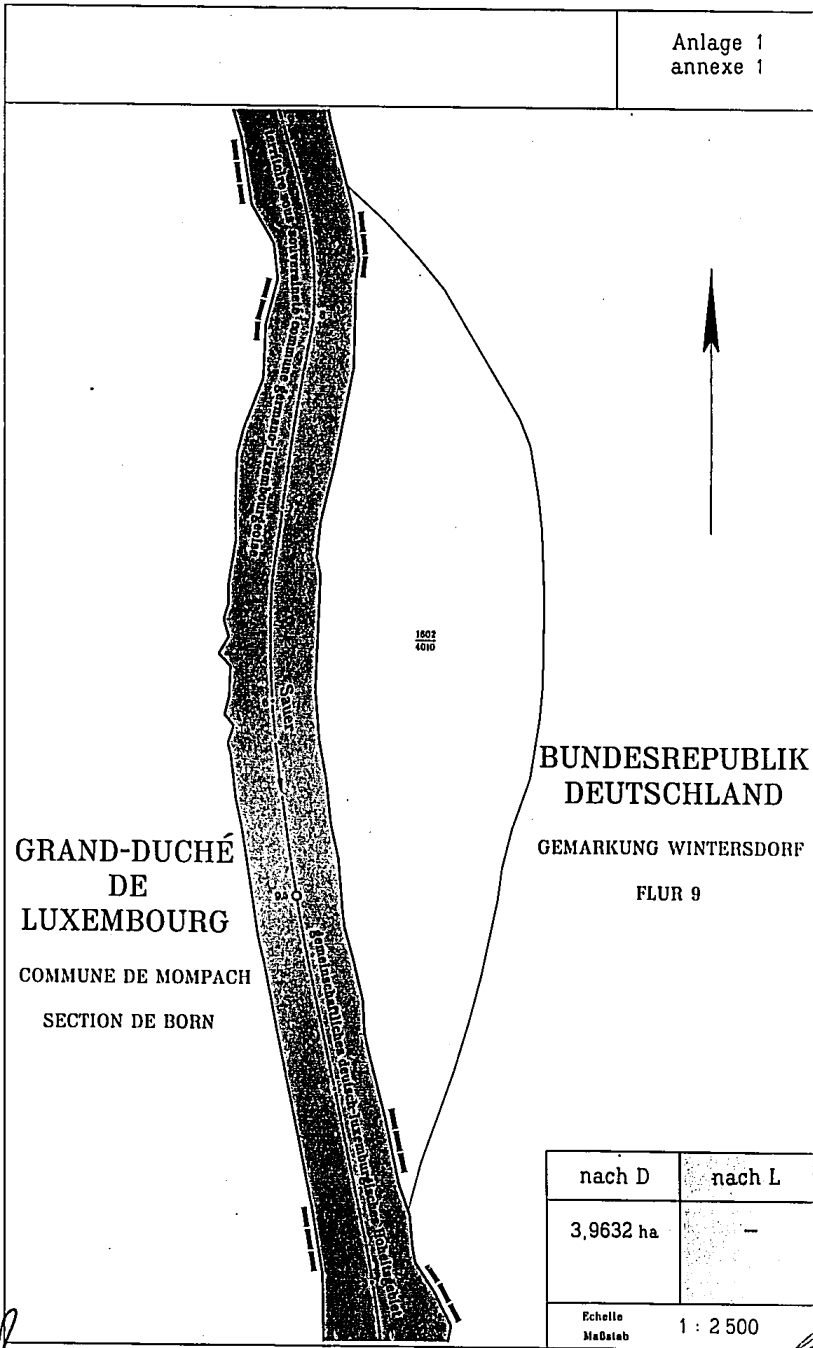
in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache,
wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die
Bundesrepublik Deutschland

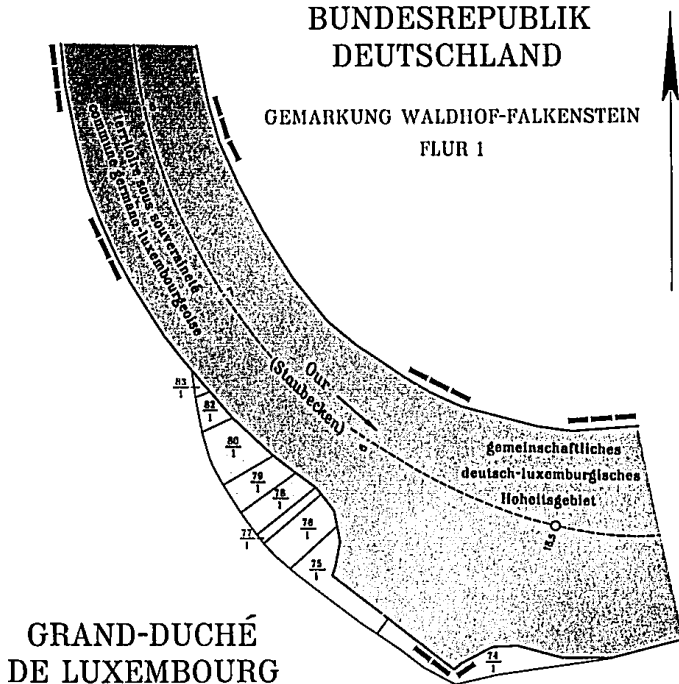


Für das
Großherzogtum Luxemburg





Anlage 2
annexe 2



GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

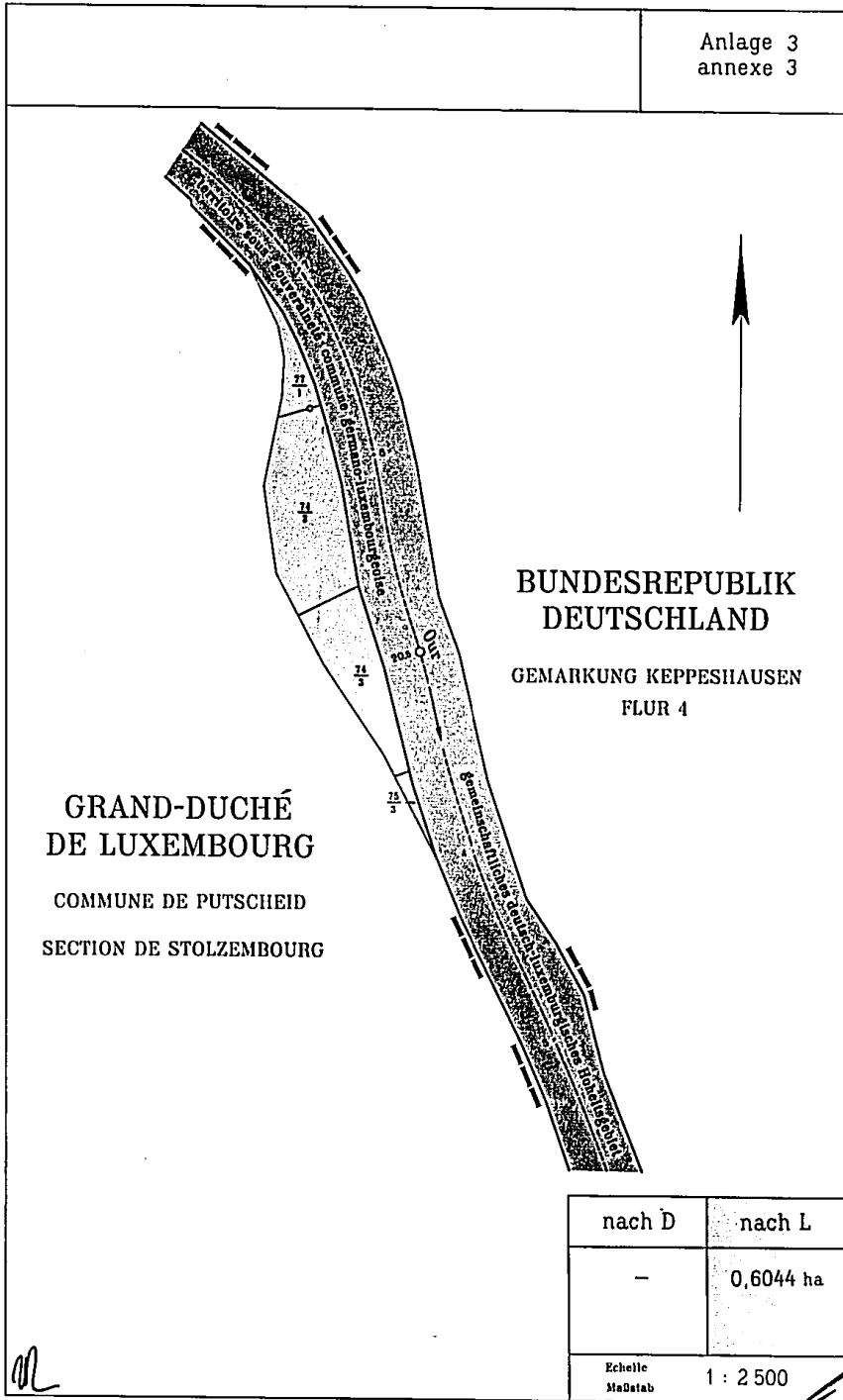
COMMUNE DE PUTScheid

SECTION DE BIVELS

nach D	nach L
-	0,4182 ha
Echelle Maßstab	1 : 2 500

Handwritten signature

Handwritten signature



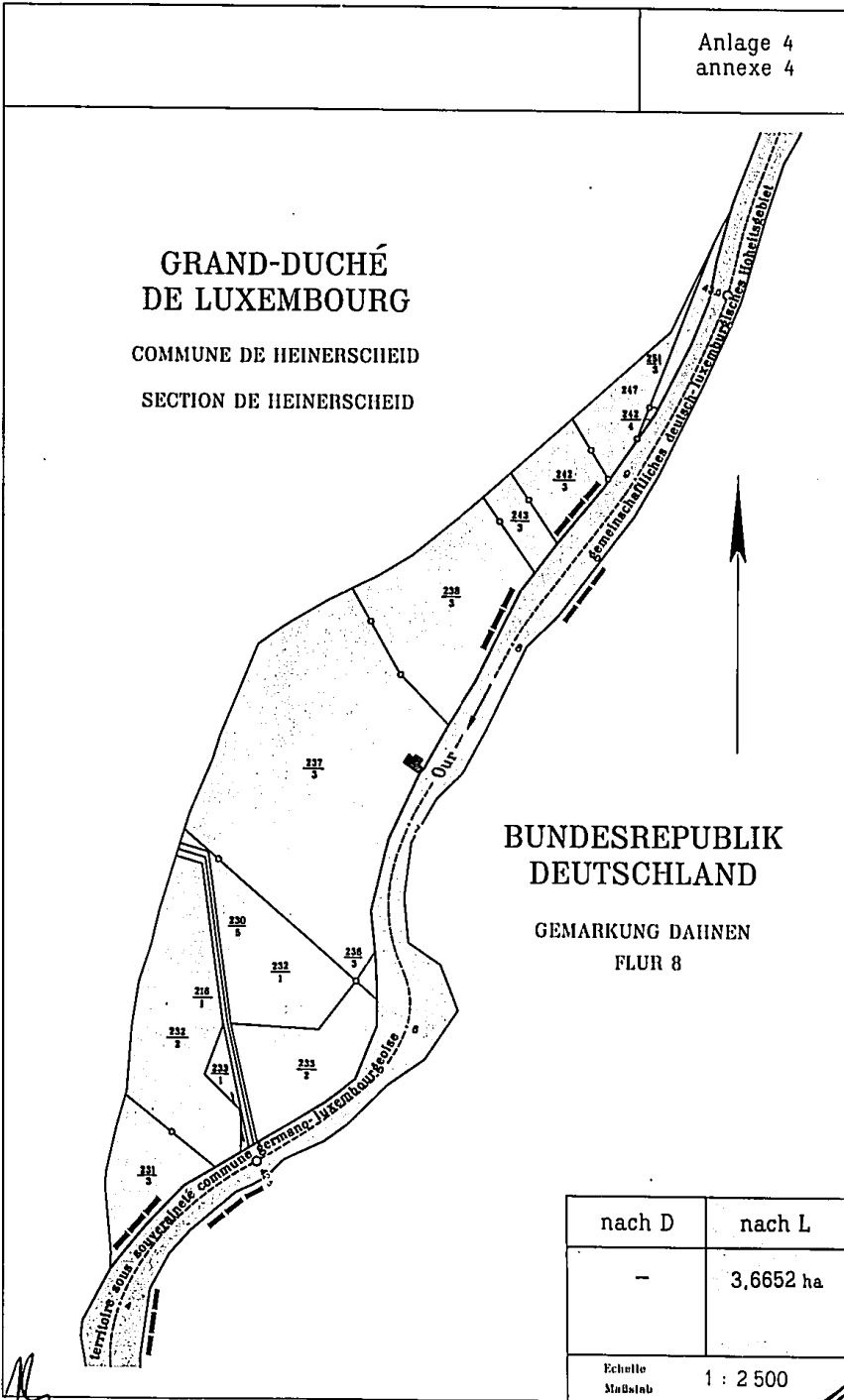
Anlage 4
annexe 4

**GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG**

COMMUNE DE HEINERSCHIED
SECTION DE HEINERSCHIED

**BUNDESREPUBLIK
DEUTSCHLAND**

GEMARKUNG DAHNEN
FLUR 8



nach D	nach L
-	3,6652 ha
Echelle Stabmaß	1 : 2 500

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

I

[EXCHANGE OF LETTERS -- ÉCHANGE DE LETTRES]

Der Botschafter
der Bundesrepublik Deutschland

Luxemburg, den 19. Dezember 1984

Herr Minister,

bezugnehmend auf den Vertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Großherzogtum Luxemburg über Grenzfragen, der heute unterzeichnet worden ist, beehre ich mich, Ihnen folgendes mitzuteilen:

1. Die zuständigen Behörden beider Vertragsstaaten regeln die mit der Feststellung der Zugehörigkeit bestimmter Flächen zur Bundesrepublik Deutschland, zum Großherzogtum Luxemburg oder zum gemeinschaftlichen Hoheitsgebiet zusammenhängenden Verwaltungsfragen. Die erforderlichen Maßnahmen werden im gegenseitigen Einvernehmen durchgeführt. Urkunden und Akten werden gebührenfrei angelegt und übergeben. Soweit die Übergabe von Grundbüchern, Akten der Katasterämter oder sonstiger Unterlagen nicht möglich ist, werden gebührenfrei beglaubigte Abschriften erteilt.

Für den Nachweis des gemeinschaftlichen Hoheitsgebiets in den beiderseitigen nationalen öffentlichen Registern können gemeinsame und einander inhaltlich entsprechende Buchungsbezirke gebildet werden. Eintragungen in den jeweiligen nationalen öffentlichen Registern werden im gegenseitigen Einvernehmen der jeweils zuständigen Behörden vorgenommen; dabei ist für eingetragene Rechte anzugeben, welche nationale Rechtsordnung gelten soll.

Die Rechtsverhältnisse an einem im gemeinschaftlichen Hoheitsgebiet belegenen Grundstück richten sich nach dem Recht des Vertragsstaats, in dem das Grundstück zum Zwecke der Verlautbarung der zivilrechtlichen Rechtsverhältnisse registriert ist. Eine solche Registrierung kann auch nach Inkrafttreten des Vertrags auf Antrag eines Eigentümers oder eines Gläubigers, der die Zwangsvollstreckung in das Grundstück betreiben kann, vorgenommen werden, wenn eine Bescheinigung der zuständigen Behörde des anderen Vertragsstaats vorgelegt wird, daß dort eine Registrierung von entsprechenden Rechtsverhältnissen an dem Grundstück nicht besteht.

2. Die in Artikel 9 des Vertrags genannten Bediensteten und sonstigen Personen müssen einen Paß oder einen mit Lichtbild versehenen amtlichen Personalausweis mit sich führen. Soweit sie nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der Europäischen Gemeinschaften besitzen, müssen sie außerdem die Aufenthaltserlaubnis des Vertragsstaats mit sich führen, in dem sie ihren Wohnsitz haben. Die Bediensteten müssen außerdem einen Dienstausweis, die beauftragten Personen eine amtliche Bescheinigung mit sich führen, in der der Auftrag nach Art und Umfang der durchzuführenden Tätigkeiten beschrieben ist. Jeder Vertragsstaat wird Personen, die gelegentlich der Ausführung von Betriebs-, Erhaltungs- oder Erneuerungsarbeiten in das Hoheitsgebiet des anderen Staats

S.E.
dem Großherzoglich-Luxemburgischen
Minister für Auswärtiges, Außenhandel
und Zusammenarbeit
Herrn Jacques F. Poos
Luxemburg

gelangt sind, ohne die in Artikel 9 Absatz 1 des Vertrags sowie in den vorstehenden Sätzen genannten Voraussetzungen zu erfüllen, jederzeit nach den zwischen den beiden Staaten getroffenen Vereinbarungen formlos zurückübernehmen.

Vermessungs- und Vermarktungsarbeiten sind unter möglicher Schonung bestehender öffentlicher und privater Interessen vorzunehmen. Wohnungen dürfen nicht betreten werden. Die gemäß Artikel 9 Absatz 2 Verpflichteten sind über den Beginn von Arbeiten zu unterrichten. Entschädigungsansprüche von Eigentümern und sonstigen Inhabern von Rechten an einem Grundstück gemäß Artikel 9 Absatz 2 richten sich nach dem Recht des Vertragsstaats, auf dessen Hoheitsgebiet die Grundstücke und baulichen Anlagen liegen. Entschädigungsansprüche gegen den anderen Vertragsstaat sind ausgeschlossen. Die Kosten für die gemäß Artikel 6 zu treffenden Maßnahmen und Entschädigungen gemäß Artikel 9 Absatz 2 werden von beiden Vertragsstaaten zu gleichen Teilen getragen.

3. Das Schiedsgericht gemäß Artikel 10 Absatz 2 des Vertrags wird von Fall zu Fall in der Weise gebildet, daß jeder Vertragsstaat einen Schiedsrichter bestellt. Die beiden bestellten Schiedsrichter ernennen einen Obmann, der weder Deutscher noch Luxemburger ist.

Sind die Schiedsrichter und der Obmann nicht binnen zwei Monaten seit Unterbreitung des Verlangens gemäß Artikel 10 Absatz 2 des Vertrags bestellt worden, so kann jeder Vertragsstaat den Präsidenten des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften bitten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Ist der Präsident des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften verhindert, so wird der dienstälteste Kammerpräsident gebeten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

Das Schiedsgericht entscheidet mit Stimmenmehrheit. Seine Entscheidungen sind für die Vertragsstaaten bindend.

Jeder Vertragsstaat trägt die Kosten für den von ihm bestellten Schiedsrichter. Die Kosten des Obmanns sowie die sonstigen Kosten werden von den Vertragsstaaten zu gleichen Teilen getragen. Im übrigen regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selbst.

Falls sich das Großherzogtum Luxemburg mit diesem Vorschlag einverstanden erklärt, beehre ich mich vorzuschlagen, daß diese Note und die Antwortnote Eurer Exzellenz Bestandteil des heute unterzeichneten Vertrags sind.

Ich benutze diese Gelegenheit, Eure Exzellenz erneut meiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

Dr. Knackstedt

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

L'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

Luxembourg, le 19 décembre 1984

Monsieur le Ministre,

Me référant au Traité entre la République fédérale d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg relatif à la frontière entre les deux États qui a été signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

1. Les autorités compétentes des deux États contractants règlent les questions administratives concernant la détermination de l'appartenance de certaines zones à la République fédérale d'Allemagne, au Grand-Duché de Luxembourg ou au territoire commun sous souveraineté commune. Les mesures requises sont mises en œuvre d'un commun accord. Les documents et les actes sont établis et transmis gratuitement. Si la transmission de livres fonciers, d'actes du cadastre ou d'autres documents s'avère impossible, des copies certifiées conformes sont établies sans frais.

Pour identifier les territoires communs dans leurs registres publics nationaux respectifs, des districts spéciaux et cohérents peuvent être créés. Les inscriptions dans les registres publics nationaux respectifs sont effectuées d'un commun accord entre les autorités compétentes et indiquent quelle législation nationale s'applique aux droits enregistrés.

Les droits sur un terrain enregistré sur le territoire commun se fondent sur le droit de l'État contractant dans lequel le terrain est enregistré aux fins de renseigner le public quant aux relations juridiques existantes en matière civile. À la demande d'un propriétaire ou d'un créancier habilité à demander en justice que le terrain fasse l'objet d'une exécution forcée, un tel enregistrement pourra se faire également après l'entrée en vigueur du Traité si un document délivré par l'autorité compétente de l'autre État contractant, attestant l'absence de toute inscription faisant état de relations juridiques de cet ordre, est fourni.

2. Les agents de l'État et autres personnes visés à l'article 9 du Traité doivent être en possession d'un passeport ou d'une carte d'identité officielle munie d'une photo. S'ils ne possèdent pas la nationalité d'un État membre de la Communauté européenne, ils doivent en plus être en possession d'un permis de séjour délivré par l'État contractant dans lequel ils ont leur résidence. Les agents de l'État doivent par ailleurs être en possession d'une carte de service officielle, et les personnes habilitées d'une attestation officielle, indiquant la nature et la portée des tâches à accomplir dans le cadre de leur mission. Chaque État contractant réadmettra, sans formalités et à tout moment, les personnes qui entrent occasionnellement sur le territoire de l'autre État pour y exécuter des travaux d'exploitation, d'entretien ou de rénovation et qui ne remplissent pas les conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 9 du Traité ou dans les phrases précédentes.

Le relevé et le marquage seront effectués en veillant le plus possible à protéger les intérêts publics et privés. L'entrée dans les habitations ne sera pas autorisée. Les personnes visées au paragraphe 2 de l'article 9 du Traité doivent être informées de la date de début des travaux. Les demandes d'indemnisation dont peuvent se prévaloir les propriétaires et autres ayants droit d'un fonds comme prévu au paragraphe 2 de l'article 9 se fondent sur le droit de l'État contractant sur le territoire duquel le terrain et les installations sont situés. Les demandes d'indemnisation à l'égard

de l'autre État contractant sont exclues. Les frais entraînés par les mesures prévues à l'article 6 et les dédommagements visés au paragraphe 2 de l'article 9 seront répartis à parts égales entre les deux États contractants.

3. Le tribunal d'arbitrage dont il est question au paragraphe 2 de l'article 10 du Traité sera constitué au cas par cas de sorte que chaque État contractant désigne un arbitre. Les deux arbitres ainsi désignés nomment un président, lequel ne pourra être ni un ressortissant allemand ni un ressortissant luxembourgeois.

Si les arbitres et le président n'ont pas été désignés dans les deux mois qui suivent la présentation de la requête conformément au paragraphe 2 de l'article 10 du Traité, chaque État contractant pourra demander au Président de la Cour de justice des Communautés européennes de procéder aux nominations requises. Si le Président de la Cour de justice des Communautés européennes n'est pas en mesure de le faire, le Président de chambre ayant servi le plus longtemps sera prié de procéder aux nominations requises.

Le tribunal d'arbitrage statue à la majorité des voix. Les sentences arbitrales engagent les deux États contractants.

Chaque État contractant prend en charge les coûts de l'arbitre qu'il a désigné. Les coûts du président et autres coûts seront répartis à parts égales entre les États contractants. Par ailleurs, le tribunal d'arbitrage établit son propre règlement intérieur.

Si le Grand-Duché de Luxembourg se déclare d'accord avec la présente proposition, j'ai l'honneur de lui proposer que la présente lettre et votre lettre de réponse fassent partie intégrante du Traité signé ce jour.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

KNACKSTEDT

S.E.M. Jacques F. Poos
Ministre des affaires étrangères,
du commerce extérieur et de la coopération
Grand-Duché de Luxembourg

II

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Luxembourg, le 19 décembre 1984

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour conçue dans les termes suivants:

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement luxembourgeois marque son accord sur ce qui précède.

La lettre de Votre Excellence ainsi que la présente font partie intégrante du Traité signé ce jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires
Etrangères, du Commerce Extérieur
et de la Coopération,



Son Excellence Monsieur
Günter Knackstedt
Ambassadeur extraordinaire et pléni-
potentiaire de la République
fédérale d'Allemagne
à
LUXEMBOURG

[TRANSLATION – TRADUCTION]

TREATY BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE
GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG ON THE DEMARCATION OF THE
COMMON BORDER BETWEEN THE TWO STATES

The President of the Federal Republic of Germany and His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg,

Desiring to further deepen the friendly cooperation that exists between the two States,

Intending to settle matters concerning the demarcation of the common State border on the basis of the Final Act of the Congress of Vienna of 9 June 1815 and the treaties concluded on 31 May 1815 at Vienna, on 26 June 1816 at Aix-la-Chapelle and on 7 October 1816 at Clèves between the Kingdom of Prussia and the Kingdom of the Netherlands and taking into account the role of watercourses in the shaping of the border,

Convinced that the common territory under joint sovereignty of the two States will also serve in the future as a visible expression of the spirit of good neighbourly relations as well as of European cooperation,

Have agreed to conclude a treaty on this matter and have appointed as their plenipotentiaries:

The President of the Federal Republic of Germany:

Mr. Günter Knackstedt, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Federal Republic of Germany to the Grand Duchy of Luxembourg,

His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg:

Mr. Jacques F. Poos, Minister of Foreign Affairs, External Trade and Cooperation,

who, having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article 1

1. Wherever the Moselle, the Sûre and the Our form the border according to the Treaty of 26 June 1816, they constitute a territory under the joint sovereignty of the two Contracting States.

2. This territory includes the airspace above as well as the land base beneath the surface of the water within their lateral boundary; this principle applies as well to surface and underground workings and facilities of every kind. The islands encompassed within this territory are a part of it.

3. The lateral boundary of this territory is the intersecting line between the water surface and the land surface, as it forms at the mean water level for free-flowing waters and at the hydrodynamic level, in reservoirs.

In the locks sector, the lateral boundary is formed by the water line; where this water line is interrupted by a hydroelectric plant or another facility, it is formed by the straight line between the extreme points of the boundary of this territory upstream and downstream.

The lateral boundary of this territory follows the natural and gradual changes of the courses of the Moselle, the Sûre and the Our. In case of abrupt natural changes or artificial adjustments made to the Moselle, the Sûre and the Our, the Contracting States shall agree to a new regulation at the

proposal of the Border Commission created pursuant to article 7; until entry into force of this new regulation, the border's existing demarcation shall be maintained.

4. The current lateral boundary of the common territory under joint sovereignty is described in the compendium of documents¹ concerning the border established pursuant to article 4.

Article 2

1. On the basis of the compendium of documents relating to the border, the territory located to the left of the common territory under joint sovereignty of the Our and the Sûre, as well as the one located to the right of the common territory under joint sovereignty of the Moselle belong to the national territory of the Federal Republic of Germany; the territory located to the right of the common territory under joint sovereignty of the Our and the Sûre and the one located to the left of the common territory of the Moselle belong to the national territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

2. More specifically, the portion of territory with a surface area of 3.9632 hectares lying to the left of the common territory under joint sovereignty of the Sûre, as described in Annex 1² to this Treaty, belongs to the national territory of the Federal Republic of Germany.

More specifically, the portions of territory with a total surface area of 4.6878 hectares lying to the right of the common territory under joint sovereignty of the Our, as described in Annexes 2 to 4² of this Treaty, belong to the national territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

Article 3

Wherever the border is not formed by the Moselle, the Sûre and the Our, the demarcation of the boundary line between the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg is set according to the compendium of documents concerning the border.

Article 4

1. The compendium of documents concerning the border is an integral part of this Treaty; it includes:

- the cartographic representation of the border, in 33 sheets to the scale of 1:5000,
- the outline map and
- the Memorandum describing the border,
- the sketches of the border, and
- the list of coordinates.

¹ See insert in a pocket at the end of the volume.

² See after the authentic German text of the Treaty.

2. The compendium of documents concerning the border is deposited, for the Federal Republic of Germany, with the “Bezirksregierung – Obere Katasterbehörde” at Trier and with the “Minister der Finanzen – Abteilung Vermessungs-, Karten- und Katasterwesen” in Saarbrücken, and for the Grand Duchy of Luxembourg, with the Land Registry and Topography Administration in Luxembourg.

Article 5

1. The Contracting States shall settle issues concerning applicable law in the common territory under joint sovereignty through an additional arrangement.

2. Matters pertaining to details concerning the manner in which this territory is recorded in the public registries of the two Contracting States shall be determined by an exchange of notes constituting an integral part of this Treaty.

Article 6

1. The Contracting States shall ensure that the demarcation of the boundary remains clearly identifiable and is provided through surveys and markings. To this end, they shall maintain and, as necessary, renew the necessary markings.

2. The Contracting States shall jointly inspect the markings every ten years and repair any defects. The first joint inspection shall be performed no later than five years after the entry into force of this Treaty.

Article 7

The Contracting States shall create, for the purposes of fulfilling the tasks relating to the demarcation of the boundary line pursuant to this Treaty, a Permanent Joint Border Commission, comprising a plenipotentiary of each of the Contracting State, and in which each Contracting State may also appoint up to five other delegates. The Border Commission shall adopt its own rules of procedure.

Article 8

1. If one Contracting State intends to proceed, either on the territory under joint sovereignty or on the banks of the Moselle, the Sûre and the Our, with measures that require the agreement of the other Contracting State, it shall do so accordingly in good time. The same principle shall apply in cases when one Contracting State intends to take measures on its territory under exclusive sovereignty which affect facilities that one of the Contracting States is expected to operate, maintain or renew under international conventions, or measures in the area of such facilities. The respective competent authorities of the Contracting States shall mutually agree on this matter.

2. Goods resulting from free circulation in one Contracting State which, in connection with operational, maintenance and renewal measures by public administrations, are used on the opposite bank of the Moselle, the Sûre and the Our, shall not be considered as exported nor as imported in the other Contracting State.

Article 9

1. Personnel of the two Contracting States responsible for operation, maintenance and renewal work of installations and facilities established on the Moselle, the Sûre and the Our, or who are employed there under national instructions relating to the Moselle, the Sûre and the Our, as well as all persons responsible for such missions, are authorized in the performance of their mission to enter the territory of the other Contracting State, even at other than authorized border crossing points, and to stay there without the need for any residence permit that may be required by the laws of that State. The same principle applies to members of the Border Commission mentioned in article 7 and their support staff, employees performing the tasks mentioned in article 6 as well as public officials of the two Contracting States responsible for border surveillance.

2. The owners and other holders of property rights are obliged to permit the measures required under article 6. The persons responsible for carrying out the tasks described in articles 6 and 7 are authorized, in the performance of their duties, to enter and have unhindered access to properties and buildings.

If damages ensue, the victim is entitled to compensation.

3. The details shall be regulated by an exchange of notes which is an integral part of this Treaty.

Article 10

1. Disputes concerning the interpretation or implementation of this Treaty, insofar as they cannot be resolved in the framework of the Border Commission, shall be settled by means of negotiation between the Contracting States.

2. If a dispute cannot be settled in this manner, it shall, at the request of either of the two Contracting States, be referred to an arbitration tribunal, the details of which shall be determined by an exchange of notes constituting an integral part of this Treaty.

Article 11

Upon entry into force of this Treaty, all contrary provisions of previous conventions and arrangements concerning the common border between the two Contracting States shall cease to have effect.

Article 12

This Treaty shall also apply to the Land of Berlin, unless the Government of the Federal Republic of Germany declares otherwise to the Government of the Grand Duchy of Luxembourg within three months following the entry into force of this Treaty.

Article 13

1. This Treaty shall be subject to ratification. The exchange of instruments of ratification shall take place in Bonn.

2. This Treaty shall enter into force on the first day of the second month following the exchange of instruments of ratification.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized for this purpose, have signed this Treaty and affixed their seals thereto.

DONE at Luxembourg on 19 December 1984 in two original copies, in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Federal Republic of Germany:

GÜNTER KNACKSTEDT

For the Grand Duchy of Luxembourg:

JACQUES F. POOS

EXCHANGE OF LETTERS

I

The Ambassador of the Federal Republic of Germany

Luxembourg, 19 December 1984

Sir,

With reference to the Treaty between the Federal Republic of Germany and the Grand Duchy of Luxembourg concerning border issues between the two States, which was signed today, I have the honour to convey to you the following:

1. The competent authorities of the two Contracting States shall settle administrative issues concerning the determination as to whether certain areas belong to the Federal Republic of Germany or to the Grand Duchy of Luxembourg or are common territory under joint sovereignty. The necessary measures shall be implemented by mutual agreement. Documents and acts shall be provided and transmitted free of charge. If it is not possible to transmit land registers, survey records or other documents, certified copies thereof shall be provided free of charge.

To identify the common territories in their respective national public registries, special and mutually consistent districts may be created. Entries in the respective national public registries shall be made by mutual consent of the competent authorities, with an indication as to which national law applies to the rights recorded.

Rights over a property registered in the common territory are governed by the law of the Contracting State in which the property is registered for the purposes of informing the public as to the existing legal relations in respect of civil matters. After the Treaty comes into force, such registration can also be effected upon application by an owner or a creditor who can exercise compulsory execution on the property, upon confirmation in writing from the responsible authorities of the other Contracting State that it has not registered any corresponding rights to the property.

2. The State employees and other persons referred to in article 9 of the Treaty must carry a passport or an official identity card with a photograph. If they are not citizens of a member State of the European Community, they must also carry a residence permit issued by the Contracting State in which they reside. State employees must also carry an official identity card, and authorized persons an official certificate, describing the type and scope of activities to be performed in the context of their mission. Each Contracting State shall at any time informally accept the return of persons who occasionally enter the territory of the other State to perform operational, maintenance or renewal work and who do not meet the conditions set forth in article 9 (1) of the Treaty or in the previous sentences.

The outmost care shall be taken in survey and marking work to protect private and public interests. Access to dwellings shall not be authorized. Persons referred to in article 9 (2) of the Treaty shall be informed when work is to begin. Damage claims by owners and other holders of property rights pursuant to article 9 (2) shall be governed by the law of the Contracting State in whose territory the property and facilities are located. Damage claims may not be brought against the oth-

er Contracting State. The costs of measures pursuant to article 6 and compensation pursuant to article 9 (2) shall be shared equally by the two Contracting States.

3. The arbitration tribunal mentioned in article 10 (2) of the Treaty shall be established on a case-by-case basis so that each Contracting State appoints one arbitrator. The two arbitrators thus appointed shall elect a chairman, who shall be neither of German nor of Luxembourg nationality.

If the arbitrators and the chairman are not appointed within two months following the submission of the request pursuant to article 10 (2) of the Treaty, either Contracting State may request the President of the Court of Justice of the European Communities to make the required appointments. If the President of the Court of Justice of the European Communities is unable to do so, the longest-serving President of the Chamber shall be asked to make the required appointments.

The arbitration tribunal shall reach its decision based on a majority of votes. Its decisions are binding on the Contracting States.

Each Contracting State shall bear the costs of the arbitrator it has appointed. The costs relating to the chairman and other costs shall be shared equally by the Contracting States. In all other matters, the arbitration tribunal shall decide its own procedures.

If the Grand Duchy of Luxembourg declares itself in agreement with this proposal, I have the honour to propose that this Letter and your Letter in response shall constitute an integral part of the Treaty, which was signed today.

I avail myself of this opportunity to extend to your Excellency the assurances of my highest consideration.

DR. KNACKSTEDT

His Excellency Mr. Jacques F. Poos
Minister of Foreign Affairs,
External Trade and Cooperation
of the Grand Duchy of Luxembourg

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Luxembourg, 19 December 1984

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your Letter of today's date, which reads as follows:

[See letter 1]

I have the honour to inform you that the Government of Luxembourg is in agreement with the foregoing.

Your Letter and this Letter constitute an integral part of the Treaty which was signed today.

Yours very truly,

JACQUES F. ROOS
Minister of Foreign Affairs,
External Trade and Cooperation

His Excellency Günter Knackstedt
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of the Federal Republic of Germany
in Luxembourg